

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
ACCORD-CADRE UCANSS_24 AC 66**

**ACCOMPAGNEMENT
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SYSTEMES DE DETECTION DE
FUITES D'EAU ETUDE DES BESOINS ET MISE EN PLACE D'UN
SYSTEME DE DETECTION DE FUITES D'EAU**

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES	4
1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	4
1.2. Parties contractantes.....	4
1.3. Organismes de Sécurité sociale bénéficiaires	4
ARTICLE 2 - DÉFINITIONS.....	4
ARTICLE 3 - PROCÉDURE ET CADRE JURIDIQUE.....	5
ARTICLE 4 - OBJET, FORME, DURÉE ET FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE DE L'ACCORD-CADRE	5
4.1. Objet de l'accord-cadre	5
4.2. Allotissement.....	6
4.3. Forme de l'accord-cadre.....	6
4.4. Durée de l'accord-cadre	6
4.5. Fonctionnement du dispositif juridique.....	7
4.6. Réunion de lancement.....	7
ARTICLE 5 - CADRE GÉNÉRAL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	7
5.1. Modalités de remise en concurrence des Titulaires	7
5.2. Critères d'attribution des marchés subséquents	8
5.3. Prix des marchés subséquents.....	8
5.4. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	8
5.5. Marchés complémentaires	8
5.6. Modifications des marchés subséquents	9
5.7. Délai de validité des offres des marchés subséquents	9
5.8. Information des candidats non retenus.....	9
5.9. Attribution du marché subséquent.....	9
ARTICLE 6 - OBJET, FORME, DURÉE ET DÉPLOIEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	10
6.1. Objet des marchés subséquents	10
6.2. Forme des marchés subséquents	10
6.3. Durée des marchés subséquents.....	10
6.4. Déploiement des marchés subséquents.....	10
ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	11
7.1. Pour l'accord-cadre	11
7.2. Pour les marchés subséquents	12
ARTICLE 8 - MODALITÉS D'ÉMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE	12
8.1. Modalités d'émission des bons de commande	12
8.2. Contenu des bons de commande.....	13
ARTICLE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	13
9.1. Représentant et correspondants de chaque Titulaire	13
9.2. Compétences de chaque Titulaire	13
9.3. Statut du personnel de chaque Titulaire	14
9.4. Remplacement d'intervenants	14
9.5. Conditions d'accès aux locaux	15
9.6. Format des livrables	15
9.7. Considérations environnementales et sociales.....	15
ARTICLE 10 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	17
ARTICLE 11 - LES PRIX.....	18
11.1. Forme et contenu des prix.....	18
11.2. Révision des prix.....	18
11.3. Les frais de déplacement	19

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	19
12.1. Échéancier des paiements	19
12.2. Présentation des factures	19
12.3. Modalités de transmission des factures par Chorus Pro	20
12.4. Délai de paiement et intérêts moratoires	20
ARTICLE 13 - CLAUSES D'EXÉCUTION FINANCIÈRES	21
13.1. Retenue de garantie	21
13.2. Avance	21
13.3. Acompte	22
ARTICLE 14 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	22
ARTICLE 15 - STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	22
SECTION 16 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE	23
ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ	25
ARTICLE 18 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES - MESURES DE SÉCURITÉ	26
ARTICLE 19 - MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	27
19.1. Modifications non substantielles	27
19.2. Autres cas de réexamen	27
ARTICLE 20 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	27
20.1. Dispositions générales	27
20.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	28
20.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique	28
ARTICLE 21 - DEVOIR DE CONSEIL	29
ARTICLE 22 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	29
ARTICLE 23 - ASSURANCE	29
ARTICLE 24 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE	29
ARTICLE 25 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	30
SECTION 26 - PRESTATIONS SIMILAIRES	31
ARTICLE 27 - PÉNALITÉS	31
27.1. Pénalités de retard	32
27.2. Pénalités pour travail dissimulé	32
27.3. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles	32
27.4. Pénalités en cas de retard dans la transmission des données statistiques	33
27.5. Pénalités pour manquement aux obligations en matière environnementale et sociale	33
ARTICLE 28 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	33
28.1. Résiliation aux torts du Titulaire	33
28.2. Résiliation de l'accord-cadre dans le cas de circonstances particulières	34
28.3. Résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés d'exécution	34
28.4. Résiliation en cas de redressement ou liquidation judiciaire	34
28.5. Résiliation pour motif d'intérêt général	35
28.6. Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents	35
ARTICLE 29 - RÉSILIATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT	35
29.1. Résiliation du marché subséquent pour faute du Titulaire	35
29.2. Résiliation du marché subséquent dans le cas de circonstances particulières	35
29.3. Résiliation du marché subséquent pour un motif d'intérêt général	35
ARTICLE 30 - DOCUMENTATION	36
ARTICLE 31 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE	36
ARTICLE 32 - LITIGES	36
ARTICLE 33 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S	37

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR - PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES

1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)
Représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, ou en son absence ou empêchement le Directeur délégué Monsieur Jean-Charles GILLET.

Domiciliation :
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Profil acheteur : <https://marches-publics.gouv.fr>

1.2. Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : l'UCANSS, signataire de l'accord-cadre, en charge du pilotage et du suivi des prestations pour le compte des organismes bénéficiaires ;
- d'autre part : le ou les titulaires de l'accord-cadre désignés dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire » ou « le Prestataire ».

Dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, les parties contractantes seront :

- d'une part : les organismes de Sécurité sociale ou les Caisses Nationales signataires des marchés subséquents, désignés par l'expression « organisme », représentés par leurs Directeurs respectifs, émetteurs des bons de commande ;
- d'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire ».

Dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme bénéficiaire.

1.3. Organismes de Sécurité sociale bénéficiaires

Les organismes bénéficiaires sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale. Ils sont situés sur tout le territoire métropolitain, Corse comprise, et dans les départements et régions d'Outre-Mer (DROM). Ces organismes sont listés dans le C.C.T.P.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « **Accord-cadre multi-attributaires** » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et plusieurs opérateurs économiques ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée ;

- « **Marchés subséquents** » : marchés passés par les organismes bénéficiaires sur le fondement de l'accord-cadre ;
- « **Organisme bénéficiaire** » : l'organisme de Sécurité sociale qui conclut et exécute un marché subséquent en application du présent accord-cadre ;
- « **Ordonnateur** » : personne physique au sein des organismes de Sécurité sociale qui émet les bons de commande ;
- « **Titulaire** » : désigne l'opérateur économique qui, au terme de la procédure d'appel d'offres, est devenu l'un des deux attributaires de l'accord-cadre. Il conclut l'accord-cadre avec l'UCANSS et conclut le marché subséquent avec l'organisme bénéficiaire après mise en concurrence des deux attributaires.

ARTICLE 3 - PROCÉDURE ET CADRE JURIDIQUE

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

L'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique, conclut cet accord cadre en application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

ARTICLE 4 - OBJET, FORME, DURÉE ET FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE DE L'ACCORD-CADRE

4.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet l'accompagnement des organismes de la Sécurité sociale dans la mise en œuvre de dispositifs de détection de fuites d'eau dans leurs bâtiments.

Il vise à fournir aux organismes un soutien technique et méthodologique pour répondre aux problèmes de consommation anormalement haute d'eau.

Le présent marché comprend :

- la réalisation d'une visite complète du site concerné afin d'évaluer les besoins, d'identifier le système adéquat pour la réduction des consommations d'eau de ville et de proposer le devis associé ;
- L'installation et la mise en service de systèmes de détections de fuites d'eau pour les sites de la Sécurité sociale ;
- La mise en place d'un service de supervision et d'exploitation des systèmes de détections de fuites d'eau pour les sites de la Sécurité sociale.

Cet accompagnement des organismes se décompose en 3 phases techniques :

Phase 1 : Présentation de la solution technique et financière

Phase 2 : Mise en place de la solution

Phase 3 : Gestion de la solution

Les prestations sont précisément définies au CCTP.

4.2. Allotissement

En application de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, les prestations, objet de l'accord-cadre, ne sont pas alloties.

En effet :

- le sourcing a montré que le marché fournisseur est assez restreint, ceux pouvant répondre sont des fournisseurs d'envergure nationale ;
- un marché unique permet aux organismes de disposer d'un seul point d'entrée ;
- un marché unique permet d'améliorer le pilotage et le suivi et de simplifier l'organisation.

Les spécifications des prestations attendues sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

4.3. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est multi-attributaires dans les conditions prévues à l'article R. 2162-10 du Code de la commande publique. Il est conclu respectivement avec deux (2) Titulaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres recevables.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 3 999 999 euros H.T. sur sa durée totale (reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le montant estimatif du marché est de 1 200 000 euros H.T. sur sa durée totale (reconductions comprises).

Il donne lieu à la passation de marchés subséquents au sens de l'article R. 2162-2 alinéa 1 du Code de la commande publique.

4.4. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre n°24 AC 66 est conclu pour une période ferme d'un (1) an à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au Titulaire.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une nouvelle période d'un (1) an.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre (4) ans

Si l'UCANSS décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, elle en informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

4.5. Fonctionnement du dispositif juridique

Le fonctionnement juridique du dispositif est le suivant :

- dans une première phase, la procédure consiste en la sélection de deux attributaires. Cette phase sera exécutée par l'UCANSS, qui en tant que centrale d'achat, assure la passation et la conclusion de l'accord-cadre avec deux titulaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) ;
- dans une deuxième phase, l'accord-cadre s'exécutera par la conclusion de marchés subséquents par les organismes bénéficiaires auprès des titulaires de l'Accord cadre. Au gré de la survenance de ses besoins, chaque organisme bénéficiaire lancera une mise en concurrence auprès des deux titulaires de l'accord-cadre. Chaque organisme notifiera son marché subséquent au titulaire qu'il aura retenu ;
- dans une troisième phase, par l'émission de bons de commande par les organismes bénéficiaires selon les modalités définies dans chaque marché subséquent.

4.6. Réunion de lancement

Suite à la notification de l'accord-cadre auprès de ses deux Titulaires, une réunion de lancement réunissant les représentants de chaque Titulaire, les interlocuteurs des Caisses nationales et de l'UCANSS sera organisée.

Cette réunion aura pour objectif de confirmer le calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations. A cette occasion, le représentant de chaque Titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique (traitement des fichiers, etc.).

La réunion de lancement pourra être suivie si besoin d'une ou plusieurs réunions techniques visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations et le paramétrage des dispositifs informatiques.

ARTICLE 5 - CADRE GÉNÉRAL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

5.1. Modalités de remise en concurrence des Titulaires

Après notification par l'UCANSS de l'accord-cadre aux deux titulaires, chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire pourra conclure un marché subséquent avec le Titulaire retenu après mise en concurrence.

Les organismes de la Sécurité sociale consulteront les deux Titulaires retenus, lors de la survenance du besoin.

Les Titulaires en seront informés par email ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les Titulaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre à chaque consultation émise par l'organisme. Si le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter son obligation de répondre aux marchés subséquents, il devra avertir l'UCANSS et l'organisme demandeur par courrier ou par email, et indiquer les raisons pour lesquelles il ne peut répondre, dans un délai de quinze jours maximums après la date de remise des offres.

5.2. Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères d'attribution pour l'ensemble des marchés subséquents sont identiques à ceux de l'accord-cadre.

Concernant la valeur technique et le critère prix, les organismes bénéficiaires pourront choisir des pourcentages différents de ceux définis dans le cadre de l'accord-cadre. La pondération pour la « valeur technique » pourra varier entre 40 % et 70 % et le critère « prix » entre 25 % et 55 %. Le critère « performance environnementale » est fixé à 5 %. La somme des trois critères devra être égale à 100 %.

5.3. Prix des marchés subséquents

Les prix des différents marchés subséquents devront être en cohérence avec les prix indiqués dans le Bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre.

Les prix indiqués par chaque Titulaire dans le BPU de l'accord-cadre sont des prix plafonds.

L'offre financière présentée par un Titulaire au niveau d'un marché subséquent sera déclarée irrecevable, si les prix de cette offre dépassent les prix plafonds indiqués le Bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à fournir à l'organisme bénéficiaire, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Le taux de la TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

5.4. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

La mise en concurrence de chaque organisme matérialisée par une lettre de consultation précisera si les Titulaires pourront ou non présenter des variantes ou s'ils devront répondre à des prestations supplémentaires éventuelles.

5.5. Marchés complémentaires

En application de l'article R. 2322-11 du Code de la commande publique, l'organisme de Sécurité sociale peut passer sans publicité ni mise en concurrence préalables des marchés de services ou de travaux complémentaires qui consistent en des prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service ou à la réalisation des travaux tels qu'ils sont décrits dans le marché initial, à condition que l'attribution soit faite à l'opérateur économique qui a exécuté ce service ou réalisé ces travaux lorsque :

1° Soit ces services ou travaux complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché initial sans inconvénient majeur pour l'organisme ;

2° Soit ces services ou travaux, quoiqu'ils soient séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son parfait achèvement. Le montant cumulé de ces marchés complémentaires de services ou de travaux ne peut dépasser 50 % du montant du marché initial.

5.6. Modifications des marchés subséquents

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, le marché subséquent pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

En cours d'exécution du marché subséquent, des modifications et/ou des ajouts de matériel(s) ou de prestation(s) peuvent intervenir, soit à l'initiative du Titulaire, soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative.

5.7. Délai de validité des offres des marchés subséquents

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres précisées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

5.8. Information des candidats non retenus

Lors de chaque marché subséquent, les candidats non retenus en seront informés par email ou par courrier recommandé avec accusé de réception (RAR).

5.9. Attribution du marché subséquent

Après remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre, le marché subséquent sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères définis.

Chaque Titulaire sera avisé par email ou par courrier en RAR avec émission du bon de commande et envoi de la copie de l'acte d'engagement (ATTRI1) du marché subséquent correspondant.

ARTICLE 6 - OBJET, FORME, DURÉE ET DÉPLOIEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

6.1. Objet des marchés subséquents

Le phasage des prestations susceptible d'être demandé dans le cadre des marchés subséquents est décrit au CCTP.

Chaque marché subséquent précisera les contours spécifiques de la mission attendue et des livrables associés (contexte, problématique, phasage de la mission, ...) tout en respectant le périmètre des missions types décrites au CCTP.

Les compléments aux caractéristiques de l'offre apportés dans les marchés subséquents ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement les termes initialement prévus dans l'accord-cadre.

6.2. Forme des marchés subséquents

L'accord-cadre sera décliné en marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-2 et R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Chaque marché subséquent est mono attributaire et à bons de commande. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant maximum sera indiqué dans le marché subséquent lors de survenance du besoin.

Chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire est chargé d'exécuter le marché subséquent pour ce qui le concerne. Il réceptionnera directement les factures du Titulaire du marché subséquent et procédera au règlement de celles-ci directement auprès du Titulaire.

6.3. Durée des marchés subséquents

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification matérialisée par la date de réception de la copie du marché subséquent adressée au Titulaire.

La durée d'exécution de tout marché subséquent passé sur son fondement ne pourra pas excéder la date limite de validité de l'accord-cadre.

6.4. Déploiement des marchés subséquents

Les organismes pourront conclure leurs marchés subséquents pendant la durée de l'accord-cadre. L'UCANSS ne connaît pas à ce jour le nombre exact d'organismes susceptibles de passer des marchés subséquents.

Il est à noter que les marchés subséquents sont contractualisés par les organismes bénéficiaires selon la nature juridique de l'organisme :

- les établissements publics de la Sécurité sociale (Caisses nationales...) contractualisent en étant soumis aux dispositions réglementaires et législatives du Code de la commande publique ;
- les établissements privés de la Sécurité sociale (Organismes locaux, régimes spéciaux...) contractualisent en étant soumis aux dispositions réglementaires et

législatives du Code de la commande publique et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

Conformément à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents prendront la forme d'accords-cadres fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et seront exécutés au moyen de bons de commande émis par chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Chaque marché subséquent comporte, a minima, les informations suivantes :

- L'identification de l'organisme bénéficiaire ;
- La référence de l'accord-cadre et du marché subséquent ;
- La description du besoin objet du marché subséquent ;
- Les missions qui seront attribuées au titulaire du marché subséquent ;
- Les modalités particulières d'exécution, le cas échéant ;

Le délai de réalisation des missions, le cas échéant.

ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.- F.C.S., les pièces contractuelles de l'accord-cadre n°24AC66 et des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

7.1. Pour l'accord-cadre

- l'ATTRI1 (acte d'engagement) de chaque Titulaire ;
- le Bordereau de prix unitaires de chaque Titulaire, annexe 1 de l'ATTRI1, dont les exemplaires conservés par l'UCANSS font seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), et ses deux annexes : Annexe n°1 « Protocole relatif au remboursement des frais de déplacement » ; Annexe n°2 « Recensement des données facturées par les fournisseurs », dont les exemplaires conservés par l'UCANSS font seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties) ;
- l'offre technique de chaque Titulaire (CRT), annexe 2 de l'ATTRI1 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance.

7.2. Pour les marchés subséquents

- l'ATTRI1 du Titulaire retenu au stade du marché subséquent (ATTRI1 remis par le Titulaire au stade de l'accord-cadre n°24AC66) ;
- le Bordereau de prix unitaires du Titulaire retenu, annexe 1 de l'ATTRI1 n°24AC66 ;
- les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre n°24AC66 ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) n°24AC66 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) n°24AC66 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (document non joint à l'accord-cadre mais réputé connu des parties) ;
- l'offre du Titulaire retenu ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre n°24AC66.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus, à la remise de l'offre ou durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent accord-cadre qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'ÉMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE

8.1. Modalités d'émission des bons de commande

Les marchés subséquents s'exécuteront par l'émission de bons de commandes au fur et à mesure de la survenance des besoins spécifiques de l'organisme concerné. Ils seront adressés au Titulaire par le représentant habilité de l'organisme.

Les bons de commandes courent à compter de la date de leur notification.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché subséquent. Aucun bon de commande ne pourra être passé après la date d'expiration du marché subséquent.

L'UCANSS ne prend aucun engagement quant à la fréquence et à l'importance des bons de commande qui seront émis, le Titulaire devant en tous les cas être en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

8.2. Contenu des bons de commande

Les bons de commande émis par l'ordonnateur de chaque organisme de Sécurité sociale bénéficiaire comporteront notamment les mentions suivantes :

- le nom, le numéro de SIRET et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro de référence et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro du marché subséquent ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- la nature, la description et la quantité des prestations attendues ;
- le montant de chaque prestation attendue H.T. et T.T.C. (conformément au BPU) ;
- la date de début des prestations ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- l'adresse de réalisation des prestations ;
- les horaires de réalisation des prestations ;
- le service à contacter pour la réalisation des prestations ;
- l'adresse et les modalités de facturation ;
- les commentaires éventuels ;
- le montant total H.T., le montant de la T.V.A. ; et le montant T.T.C. du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire dispose d'un délai de 48 heures à compter de la date et heure de réception du bon de commande pour émettre toutes observations à l'organisme émetteur du bon de commande.

ARTICLE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1. Représentant et correspondants de chaque Titulaire

Dès la notification de tout marché subséquent, le Titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès des organismes bénéficiaires. Ceux-ci devront disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

9.2. Compétences de chaque Titulaire

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- à veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- à maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

9.3. Statut du personnel de chaque Titulaire

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur les sites des organismes bénéficiaires.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des règles d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel concernant lesdites normes visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'organisme bénéficiaire.

Le personnel du titulaire devra se conformer aux horaires en vigueur sur les sites de l'organisme bénéficiaire.

9.4. Remplacement d'intervenants

Le Titulaire a recours aux personnels et aux outils adaptés aux prestations qui lui sont demandées. Il s'engage à faire exécuter la prestation par un personnel spécialisé dans le domaine concerné.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'organisme et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations et le planning fixé ne s'en trouvent pas compromis.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalente et avec accord exprès de l'organisme.

En cours d'exécution d'une prestation, l'organisme pourra demander le remplacement d'un intervenant mis à disposition par le Titulaire s'il estime que ce dernier ne remplit pas correctement sa mission.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le Titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'organisme et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'organisme un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le Titulaire fera son affaire du transfert de connaissance au nouvel intervenant.

En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

Le Titulaire sera seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique. A cet effet, le personnel du Titulaire remplit ses fonctions sous le seul contrôle, direction et responsabilité du Titulaire

9.5. Conditions d'accès aux locaux

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations de tout marché subséquent aura accès aux locaux des organismes bénéficiaires, les jours ouvrés, du lundi au vendredi, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- le personnel du Titulaire doit se faire connaître au service chargé de l'accueil ;
- le personnel du Titulaire doit respecter les règles de sécurité en vigueur ;
- les intervenants qui se rendent dans les locaux doivent être désignés à l'avance par le Titulaire ;
- en cas de dépôt de documents ou de matériels appartenant au Titulaire ou son personnel, le Titulaire doit obtenir l'accord préalable des organismes bénéficiaires ; le Titulaire et son personnel en demeurent les seuls responsables.

9.6. Format des livrables

Le Titulaire devra remettre tous les livrables en français sous les formats définis au CCTP (Word, Excel, PowerPoint ou équivalent).

9.7. Considérations environnementales et sociales

9.7.1. Considérations environnementales

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'attachera à utiliser du matériel respectueux de l'environnement, notamment en privilégiant la remise de livrables sur support électronique et à défaut l'utilisation de papier recyclé et d'encre recyclée.

Les matériels fournis dans le cadre du présent accord-cadre doivent respecter les exigences en matière des normes et labels environnementaux précisés aux CCTP notamment pour ce qui concerne l'impact sur l'environnement.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et évacuation des déchets créés par les prestations objet du présent accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

En cas de non-respect des obligations prévues dans cet article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 27.5 du présent CCAP.

9.7.1. Considérations sociales

9.7.1.1. Insertion des personnes éloignées de l'emploi

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'encourager l'application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de cet accord-cadre des considérations sociales.

Le titulaire est encouragé à réaliser, sur la durée d'exécution de l'accord-cadre, reconductions comprises, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une politique volontariste et dynamique en faveur des publics visés à l'article ci-dessous et à réaliser des actions en faveur des publics visés, notamment lors de recours à la sous-traitance ou lors de remplacements de personnels en congés.

La société sous-traitante aura les mêmes obligations que le titulaire au vu du présent accord-cadre.

Le titulaire doit préciser son objectif annuel de recrutement de personnel en insertion professionnelle dans le cadre de cet accord-cadre.

9.7.1.2. Publics visés

Le dispositif vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics précisés à l'article 16 du C.C.A.G.-F.C.S. :

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander tout document susceptible de confirmer la bonne exécution des engagements pris ci-dessous.

L'absence de transmission des documents demandés fait l'objet d'une pénalité au titre de la « non-communication des documents demandés ».

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du pôle emploi, des Pôles insertion des Conseils généraux, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi et éligibles à la clause d'insertion sociale.

Cet avis sera transmis par le titulaire.

ARTICLE 10 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification sont réalisées par les organismes bénéficiaires dès la fin de l'exécution des prestations objet du marché subséquent, dans les conditions fixées aux articles 27 et suivants du C.C.A.G.-F.C.S.

À l'issue des opérations de vérification, il sera prononcé l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. Les vérifications consistent à s'assurer que les

prestations exécutées correspondent aux demandes exprimées, et que les délais ont bien été respectés. L'admission des prestations relatives à un marché subséquent ouvrira droit à paiement. Le cas échéant, il sera prononcé l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions mentionnées à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 11 - LES PRIX

11.1. Forme et contenu des prix

Les prestations objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix indiqués dans le Bordereau de prix unitaires annexé à l'ATTRI1 (acte d'engagement) de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés complets. Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, la préparation des documents, l'organisation des réunions, les communications téléphoniques émanant du personnel du Titulaire, les frais d'élaboration et de livraison des livrables, les frais d'assurance, les marges pour risque, les marges bénéficiaires, et d'une manière générale, tous les frais occasionnés pour une exécution complète et soignée de la prestation.

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés hors T.V.A. Le règlement s'effectue en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

11.2. Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix initiaux de l'accord-cadre sont fermes la première année puis révisibles à la hausse comme à la baisse annuellement, à chaque date d'anniversaire du mois de la remise des offres initiales par application de la formule suivante :

$$P = P^{\circ} * (0,15 + 0,85 (I_n/I_0))$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé,

-P° = prix initial du marché en euros hors taxes pour la 1ère révision, puis prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente

- I₀ : valeur de l'index de référence de l'année zéro,

- I_n : valeur de l'index de référence de l'année n+1,

Le mois « n » retenu pour la révision des prix correspond au mois de remise des offres.

L'indice de référence I, publié par l'INSEE, est l'indice SYNTEC.

Il appartient au Titulaire de faire parvenir à l'organisme bénéficiaire concerné, à chaque date anniversaire, les nouveaux prix révisés accompagnés du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à leurs établissements.

L'organisme bénéficiaire vérifiera les éléments transmis et les validera.

La révision de prix ne pourra être appliquée sur facture qu'après la validation de l'organisme de Sécurité sociale concerné.

Les prix révisés seront alors fermes pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché.

Les prix révisés ne sont applicables qu'aux prestations réalisées après la date de révision (elle ne s'applique pas aux prestations en cours).

Les nouvelles annexes financières qui découleront de cette révision se substitueront aux documents précédents sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

Arrondis du calcul :

Les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à deux décimales.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le coefficient de révision est arrondi au centième supérieur.

Clause butoir :

En tout état de cause, la révision des prix ne peut conduire à une augmentation de plus de 5 % par an.

11.3. Les frais de déplacement

En cas de déplacements (seulement hors IDF), les frais de déplacement des intervenants seront pris en charge sur justificatif dans les conditions prévues au protocole d'accord du 23 juillet 2015 relatif aux frais de déplacement des salariés des organismes du Régime général de Sécurité sociale joint en annexe.

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1. Échéancier des paiements

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement unique à l'admission des prestations.

12.2. Présentation des factures

Les factures sont transmises uniquement via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- la référence du marché subséquent ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;

- la dénomination précise des prestations et des livrables associés ;
- la date d'exécution des prestations ;
- les coordonnées de l'organisme bénéficiaire émetteur du bon de commande ;
- le service destinataire de la facture au sein de l'organisme bénéficiaire ;
- le montant H.T., le taux et le montant de la T.V.A., le montant T.T.C. des prestations réalisées ;
- la date de facturation.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB original (et ce, pour chaque organisme bénéficiaire).

12.3. Modalités de transmission des factures par Chorus Pro

Les factures sont transmises via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro.

Le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références du marché, du bon de commande et le numéro SIRET de l'UCANSS ou de l'organisme bénéficiaire.

12.4. Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture, sous réserve de la conformité de la facture au bon de commande concerné.

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme bénéficiaire. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme bénéficiaire.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

ARTICLE 13 - CLAUSES D'EXÉCUTION FINANCIÈRES

13.1. Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

13.2. Avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

13.3. Acompte

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'organisme bénéficiaire une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- le numéro du marché subséquent ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le montant demandé au titre de l'acompte ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

ARTICLE 14 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre des bons de commande passés sur la base des marchés subséquents peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 15 - STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

Par le biais de l'appliquet ACDF, les Titulaires transmettent sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Le(s) Titulaire(s) de l'accord-cadre devra(ont) ainsi déposer sur l'appliquet ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de l'accord-cadre, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.

En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1^{ère} demande : données du 1^{er} semestre (1^{er} janvier au 30 juin) ;
- 2^{ème} demande : données annuelles (1^{er} janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'appliquatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- vers la mi-août pour le 1^{er} semestre ;
- vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'appliquatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'appliquatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé ». S'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ». Dans ce dernier cas, le Titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi de chaque accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le(s) Titulaire(s) afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

SECTION 16 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire de l'accord-cadre envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, il devra en faire la demande conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1^{er} du IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions chapitre 1^{er} du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- L'organisation précise de la prestation ;
- Les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires ;
- Les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par l'organisme bénéficiaire, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'organisme bénéficiaire au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme bénéficiaire accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme bénéficiaire.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme bénéficiaire pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme bénéficiaire informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS ou les organismes bénéficiaires à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées dans le cadre de l'accord-cadre.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature,

présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou Titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

ARTICLE 18 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES - MESURES DE SÉCURITÉ

Si des données à caractère personnelles devaient être communiquées au Prestataire dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties s'accordent expressément par la présente sur les points suivants :

- Elles s'engagent à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa dernière version en vigueur.
- Le prestataire prendra des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de telles données, et ce compte tenu de l'état de l'art et de la technique, conformément aux articles 4. 6° de la loi Informatique et Libertés et 32 du Règlement Européen 2016/679.
- La sécurité des échanges de données à caractère personnel entre les parties est définie conjointement, dans le cadre des procédures mises en place en phase initiale d'exécution de la prestation.

- Le prestataire informera l'organisme bénéficiaire dans les meilleurs délais après avoir eu connaissance d'une violation de données.
- A l'expiration du contrat et sur instruction de l'organisme bénéficiaire, le prestataire restituera ou supprimera les données personnelles.

Les outils utilisés doivent être conformes aux exigences de l'ANSSI et à la réglementation en vigueur relative à la gestion des cookies dans le cadre du développement ou l'administration d'un site ou d'une application recourant au dépôt de cookies.

ARTICLE 19 - MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

19.1. Modifications non substantielles

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;

3° modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 du Code de la commande publique.

Un avenant sera mis en œuvre par l'UCANSS. Celui-ci adressée par email au Titulaire et fera l'objet d'une signature des deux parties.

19.2. Autres cas de réexamen

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application des dispositions de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 20 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

20.1. Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS et aux organismes bénéficiaires, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

L'accord-cadre pourra être modifié après transmission des justificatifs par le Titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de 8 jours ouvrés à compter de cette réception sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant.

20.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

20.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS vérifie, d'une part, que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

Si le Titulaire méconnaît cette obligation, le pouvoir adjudicateur et les organismes bénéficiaires ne sauraient être tenus pour responsables des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur et les organismes bénéficiaires n'auraient pas été informés.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 21 - DEVOIR DE CONSEIL

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde envers l'UCANSS et les organismes bénéficiaires pour ce qui concerne l'ensemble des prestations objet de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit et transmis aux organismes bénéficiaires concernés et à l'UCANSS.

ARTICLE 22 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de l'UCANSS ou des organismes bénéficiaires du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

ARTICLE 23 - ASSURANCE

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS.

Dans le cas où l'UCANSS le demande, le Titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager l'UCANSS, ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

ARTICLE 24 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique » modifié par l'arrêté du 17 mars 2021 ;
- le numéro unique d'identification (SIREN) permettant d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique ou, si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique. Si l'UCANSS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit ;
- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 25 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

SECTION 26 - PRESTATIONS SIMILAIRES

L'UCANSS se réserve la possibilité de confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le Titulaire s'engage à proposer à l'UCANSS des prestations similaires à des prix n'excédant pas ceux de l'accord-cadre, sous réserve de l'application de la formule de révision figurant au présent CCAP.

ARTICLE 27 - PÉNALITÉS

Les pénalités peuvent être appliquées dès lorsqu'un manquement ou un retard est constaté dans l'exécution des prestations par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., des pénalités pourront être appliquées par les organismes bénéficiaires, suivant les modalités définies ci-après.

L'application de pénalités est notifiée par l'organisme concerné au Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, sans mise en demeure préalable.

Le décompte des pénalités est notifié par l'organisme bénéficiaire au Titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme concerné dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

La somme des pénalités est imputée sur les sommes dues au Titulaire au titre de l'exécution des prestations pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités n'exclut pas la possibilité de résilier l'accord-cadre ou le marché subséquent dans les conditions définies aux articles 28 et 29 du présent C.C.A.P.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

27.1. Pénalités de retard

En cas de dépassement d'un délai contractuel imputable au Titulaire, ce dernier encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'application de pénalités de retard.

Des pénalités peuvent être infligées par les organismes bénéficiaires au Titulaire si ce dernier ne respecte pas les délais visés au C.C.T.P relatifs aux prestations suivantes :

- Remise du compte rendu de réunion de démarrage ;
- Remise du compte rendu d'état des lieux de l'existant ;
- Remise du devis après visite ;
- Retard dans le début des travaux ;
- Transmission des données statistiques de reporting prévues au paragraphe E - A du CCTP pour l'UCANSS ;
- Transmission des données statistiques de reporting prévues au paragraphe E – B du CCTP pour les branches.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le Titulaire à l'organisme bénéficiaire.

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le montant des pénalités de retard représentera 10 % du montant H.T. du bon de commande concerné par jour de retard.

27.2. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 euros par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

27.3. Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

Pour application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

27.4. Pénalités en cas de retard dans la transmission des données statistiques

En cas de retard de transmission de l'état statistique semestriel prévu à l'article 15 du présent C.C.A.P., le titulaire encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., une pénalité de 100 euros par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I.

27.5. Pénalités pour manquement aux obligations en matière environnementale et sociale

En complément à l'article 14 du CCAG-FCS, si les obligations en matière environnementale et sociales, mentionnées à l'article 9.7 du présent CCAP, ne sont pas respectées, une pénalité forfaitaire de 100 euros sera appliquée par constat.

ARTICLE 28 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Sous réserve de l'application des articles du présent C.C.A.P., les conditions et les modalités de résiliation applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

28.1. Résiliation aux torts du Titulaire

Outre les cas prévus à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée, pour faute du Titulaire en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 17 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 18 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 20 du présent C.C.A.P. ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 15 jours ouvrés, est notifiée au Titulaire par lettre

recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par l'UCANSS, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, l'UCANSS exige la réalisation de toutes les prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre en cours d'exécution et la remise des livrables y afférents ainsi que la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par l'UCANSS et les organismes bénéficiaires durant l'exécution de l'accord-cadre et dont il est le dépositaire.

L'UCANSS peut également faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre de l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre, aux torts du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations définies dans le C.C.T.P., par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

28.2. Résiliation de l'accord-cadre dans le cas de circonstances particulières

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée en cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du C.C.A.G.-F.C.S. (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire).

Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

28.3. Résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés d'exécution

En application de l'article 40.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'UCANSS peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre en cas de difficultés techniques particulières rencontrées par le Titulaire au cours de l'exécution des prestations.

La résiliation peut être prononcée également par l'UCANSS si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

28.4. Résiliation en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'UCANSS par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

28.5. Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

28.6. Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du ou des marché(s) subséquent(s) en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

ARTICLE 29 - RÉSILIATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

Le représentant du pouvoir adjudicateur de l'organisme bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché subséquent avant l'achèvement de celles-ci.

29.1. Résiliation du marché subséquent pour faute du Titulaire

Cette résiliation s'effectue dans les conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire du marché subséquent. La résiliation du marché subséquent pour faute du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnisation.

29.2. Résiliation du marché subséquent dans le cas de circonstances particulières

Il s'agit de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du C.C.A.G.-F.C.S. (décès ou incapacité civile du Titulaire, sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du Titulaire).

Ces circonstances n'ouvrent pas droit à indemnité.

29.3. Résiliation du marché subséquent pour un motif d'intérêt général

La résiliation du marché subséquent peut être prononcée pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché subséquent. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 30 - DOCUMENTATION

Toute documentation du Titulaire produite dans le cadre de ses prestations est remise sur support papier ou par voie électronique et en langue française.

Toute prestation impliquant une modification de la documentation se traduit par une mise à jour systématique de la documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 31 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE

La loi française est seule applicable à l'accord-cadre.

Le Titulaire emploie la langue française dans tous ses échanges avec l'UCANSS et les organismes bénéficiaires, quel qu'en soit le support (documents, fiches techniques, modes d'emploi, rapports, bilans, livrables, factures, correspondances écrites ou orales).

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

ARTICLE 32 - LITIGES

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des marchés subséquents, la loi française est seule applicable.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal Administratif de Montreuil.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution d'un marché subséquent est le tribunal judiciaire du siège de l'organisme local de Sécurité sociale.

Pour les Caisses Nationales de Sécurité sociale, organismes de droit public, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 33 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.

Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G.-F.C.S.	Objet de la dérogation
Article 7	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 8.2	Article 3.7.2	Délai ouvert au Titulaire pour formuler des observations sur un bon de commande
Article 9.4	Article 3.4.3	Remplacement d'un intervenant
Article 11.2	Article 10.2.3 Article 10.2.4	Révision des prix
Article 27	Article 14	Pénalités
Article 29.3	Article 42	Résiliation
Article 32	Article 46.5	Compétence des tribunaux judiciaires